Irak

- Dans le nord-ouest du pays, des Yézidis s'inspirent depuis 2014 du PKK.
- Ils ont mis sur pied des unités de défense et une administration autonome. Leurs dirigeants sont, un à un, éliminés par des drones de la Turquie.
- Qui sont-ils ? Terroristes ou combattants ?

Fonds pour le journalisme

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme

Avant-propos

Un reportage raccourci par une expulsion

La Libre Belgique entame ce jeudi la publication en trois parties d'un reportage dans le nord-ouest de l'Irak sur le rôle qu'y jouent des milices inspirées par le PKK. Elles sont constituées d'hommes et de femmes en majorité yézidis qui vouent une reconnaissance éternelle à ce mouvement autonomiste kurde pour avoir ouvert, en 2016, un corridor qui permit à des milliers de membres de cette minorité religieuse de fuir les crimes commis par l'État islamique. Ce récit, nous l'avons entendu de multiples fois de réfugiés yézidis vivant dans des camps au Kurdistan irakien ou en Europe. Nous voulions vérifier sur place.

Basé sur la montagne de Sinjar, et au nord de celle-ci, le groupe est allié à la milice chiite et entre en concurrence avec l'armée irakienne et les peshmergas kurdes d'Erbil qui tentent de reprendre le contrôle de toute la région. Il est aussi la cible de frappes de l'armée turque. Cela a été le cas lundi et mercredi.

Le reportage a été brutalement interrompu lorsque l'équipe de *La Libre* a été arrêtée en soirée à un checkpoint de l'armée irakienne de Sinjar, de retour du village de Kocho. Elle a été conduite aux *Moukhabarat*, au siège local du service secret irakien. Après un interrogatoire de deux heures, sans violences physiques, elle s'est vu signifier verbalement l'ordre de quitter Sinjar dès 10 heures du matin, de se rendre à l'aéroport de Bagdad et de quitter immédiatement l'Irak. À ce jour, l'ordre d'expulsion officiel n'a pas été transmis à l'ambassade de Belgique à Amman. Il peut donc s'agir d'un acte d'intimidation pour éloigner les journalistes d'une zone très peu couverte par les médias internationaux.

Au cœur de la zone interdite de l'Irak

Reportage Christophe Lamfalussy (texte)
et Johanna de Tessières (photos)
Envoyés spéciaux à Sinjar

La nuit est tombée sur la ville de Khana Sor, le bastion yézidi sous influence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à l'extrême nord-ouest de l'Irak. Dans la *guest house*, le courant est à nouveau coupé, comme presque tous les soirs. Un poêle au kérosène réchauffe l'unique pièce où on parle, mange et dort. Seul grésille le talkie-walkie de Zine, notre hôte. Ce soir, sourit-elle, c'est "85-85", ce qui veut dire qu'aucun drone turc ne survole la zone.

Ici, les portables sont bannis, trop facilement repérables par l'armée turque. Les cadres du parti – les *kadro* – en ont tous un. Il leur permet d'échanger les nouvelles et, le matin, de distribuer les missions. Zine est un cadre. On les reconnaît car ils sont tout de noir vêtus. Ils sont kurdes, venus parfois de Turquie et de Syrie, mais ils sont surtout yézidis, originaires de cette région irakienne au milieu de laquelle se dressent, en plein désert, les monts Sinjar, lieu mythique de cette minorité religieuse persécutée par l'État islamique.

Les *kadro* sont la colonne vertébrale du mouvement. Ils n'ont pas le droit de se marier et se dévouent totalement au collectif. Ceux qui veulent se marier doivent quitter la direction mais peuvent rester membres du mouvement. Chacun a un nom de guerre. On ne connaît pas leur vrai nom, mais ils disent volontiers d'où ils viennent.

Une région instable, remplie de milices

Khana Sor et la montagne de Sinjar font partie des territoires disputés d'Irak, une région instable où se frottent, en s'affrontant rarement, l'armée irakienne, les peshmergas kurdes du clan Barzani, les milices chiites et les groupes de défense inspirés par les idées d'Abdullah Öcalan, le cofondateur du PKK. Ces derniers ont la main sur le nord de la montagne de Sinjar et son sommet à 1 462 mètres où l'armée irakienne ne s'aventure guère. La guérilla est constituée de deux groupes, les Unités de résistance de Sinjar (YBS), et son pendant féminin, les Unités des femmes de Sinjar (YJS). Pour échapper aux frappes turques, la guérilla a truffé la montagne de tunnels et de grottes.

Car le principal ennemi vient du ciel. Une menace à peine audible, peu visible. À partir de 2017, les drones turcs ont entamé une politique d'élimination ciblée et systématique des dirigeants du mouvement. Elle se poursuit aujourd'hui. Lundi, le commandant en chef yézidi des YBS, Pir Ceko, a été tué avec deux autres combattants lorsque leur jeep banalisée a explosé à la sortie de Khana Sor après un tir de drone. Il revenait de funérailles. Mercredi, en plein centre de la ville de Sinjar, un tir présumé de l'armée turque a frappé la voiture d'un autre commandant yézidi, Sherzad Shamo.

Une vue des monts Sinjar, une chaîne montagneuse en plein désert.

JOHANNA DE TESSIÈRES

Gianda est un cadre de l'organisation. Elle a combattu en première ligne pour libérer Raqqa (Syrie) de l'État islamique.

JOHANNA DE TESSIÈRES

"Les drones volent en permanence"

Ankara considère ces groupes proches idéologiquement du PKK comme des groupes "*terroristes*" et qu'il convient de combattre comme en Turquie, où la guerre civile a fait près de 40 000 morts en presque cinquante ans. Cette interprétation est de plus en plus contestée en Europe et aux États-Unis, d'abord parce que ces groupes ont en Syrie été le fer de lance terrestre de la coalition internationale contre Daech – ils ont notamment libéré Raqqa en 2017 et ce fut le cas de Pir Ceko – et ensuite, parce que ces mêmes groupes ont en 2014 ouvert le corridor sur la montagne de Sinjar qui a permis à des dizaines de milliers de Yézidis d'échapper au génocide.

"*Qui est le terroriste ?*", demande Azad, l'un des responsables de l'administration autonome. "*Celui qui sauve un enfant au sol ou celui qui, du ciel, tue un enfant ?*" Les frappes turques ont en effet fait des victimes civiles, même si les cibles étaient militaires. "*Quand on entend le bruit des drones, les enfants ont peur*", dit Naam, mère de six enfants. "*Ils volent en permanence, ils ne nous quittent jamais.*"

On retrouve des Yézidis dans toutes les factions qui se partagent le contrôle de Sinjar. Tous souhaitent que Bagdad accorde à la région un statut d'autodétermination, mais ceux qui ont rejoint les rangs du PKK, et leurs familles, s'inscrivent dans le dessein plus large d'un projet révolutionnaire et d'une autonomie kurde, qui s'étalerait sur les quatre pays (Irak, Syrie, Turquie et Iran) où vivent près de 45 millions de Kurdes. Pour eux, l'Irak comprend le Kurdistan du Sud (Bachour) ; la Turquie, celui du Nord (Bakour) ; la Syrie, celui de l'Ouest (Rojava) et l'Iran, celui de l'Est (Rojhelat).

Le PKK a renoncé à toute idée d'indépendance kurde depuis les années 1990. Il prône aujourd'hui l'autodétermination dans le respect des frontières des États sur base de son projet de confédéralisme démocratique. Dès lors, les jeunes militants passent d'un pays à un autre, sous le contrôle du parti, pour réaliser l'idéal révolutionnaire qu'a insufflé Abdullah Öcalan par ses nombreux écrits ou pour participer aux actions de la guérilla.

"*Vous devez lire Öcalan pour comprendre pourquoi tant de gens l'admirent mais aussi le détestent*", nous dit Arin, une jeune femme venue de Qamishli en Syrie, animatrice d'une émission sur la médecine douce à la télévision locale. "*J'ai eu un fiancé, mais on s'est quittés*", ajoute-t-elle, en frottant les mains comme si elle se débarrassait d'un autocollant. "*En cas de divorce, les enfants sont automatiquement confiés au père. Ici, nous nous battons pour changer les choses.*"

> *"Les PKK sont des amis proches qui nous ont sauvés, mais nous ne sommes pas le PKK."*
>
> **Azad**
> Coprésident du Comité de l'administration autonome

La femme, un pilier de leur société

Dans un monde arabe très conservateur, l'égalité entre les hommes et les femmes est la marque de fabrique de la pensée d'Öcalan. Le leader emprisonné en Turquie estime que la femme est un élément central de l'émancipation kurde. Ses adeptes appliquent une égalité homme-femme dans toutes les positions codirigeantes. "*Dans notre administration, les femmes prennent leur place à tous les niveaux, économique, politique, militaire*", explique Delilah, membre du TAJE, l'aile politique des femmes de Sinjar fondée en 2016. "*La femme souffre d'une trop grande pression de la société. Divorce, soins de santé… les femmes ont leurs problèmes. Alors nous passons chez elles pour les soutenir financièrement, idéologiquement.*"

C'est ce qui les différencie de la société patriarcale des Kurdes de Barzani, avec lesquels les tensions sont persistantes depuis des décennies. Le PKK prône une révolution politique, de gauche, tandis que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, basé à Erbil) collabore avec la Turquie et estime que son approche a fait plus pour l'autonomie des Kurdes en Irak que le combat que mène le PKK contre les forces turques.

Comment le PKK s'est implanté à Sinjar

Beaucoup reprochent au PKK sa structure opaque, alors Azad, 27 ans, coprésident du Comité de l'administration autonome, accepte de nous expliquer l'historique de son implantation à Sinjar. "*Après 2003, quand le régime de Saddam Hussein a été défait, des partis comme le PDK se sont installés discrètement ici*", dit-il. "*Entre 2007 et 2014, la région était sous son contrôle. Mais en 2014, le PDK a fui Sinjar face à l'offensive de Daech et nous avons ouvert le corridor sur la montagne. Le PKK a pris un groupe de jeunes pour les former au Rojava. Ce groupe est revenu. Les gens qui avaient survécu dans la montagne se sont joints à nous. C'est comme cela qu'ont été fondées les Unités de résistance de Sinjar.*"

Depuis, le mouvement a instauré une auto-administration. Partant du principe que le pouvoir émane du niveau local, une série de comités ad hoc ont été mis sur pied pour construire les routes, amener l'eau, sauvegarder la culture yézidie, aider les femmes… Chacun peut en faire partie, qu'il soit yézidi, kurde, chrétien ou chiite, sauf ceux qui ont collaboré avec Daech. "*Nous disons dans notre culture qu'un jardin n'est beau qu'avec plusieurs variétés de roses*", illustre-t-il.

Au sommet de cette multitude de comités, se trouve un conseil de trente membres et de cinq dirigeants, dont le mandat est renouvelé tous les deux ans. Selon lui, le PKK a quitté officiellement la région le 1er avril 2018 "*sous le regard du gouvernement irakien*", mais les liens restent forts évidemment. Comme dans le Rojava syrien, une coordination existe avec la structure mère. "*Les PKK sont des amis proches qui nous ont sauvés, mais nous ne sommes pas le PKK*", précise Azad.

Une nuance qui ne convainc pas Ankara, ni le président Erdogan qui a promis "*d'éradiquer cette organisation terroriste*" et bloque actuellement l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan pour obtenir l'extradition de sympathisants du PKK vivant dans ces pays.

Reportage

Deuxième volet ce vendredi du reportage consacré à la région autonome de Sinjar, une petite région où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est implanté en 2014. Elle est aujourd'hui défendue par des unités de défense (YBS) essentiellement yézidies, féminines et masculines.

La Turquie considère ces Yézidis comme des *"terroristes"* et élimine un à un les commandants des YBS, par des frappes aériennes ou des attentats.

Bagdad et la région autonome kurde d'Erbil souhaitent le départ définitif du PKK. Mais les Yézidis répliquent qu'ils sont chez eux.

Fonds pour le journalisme

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme

En Irak, la milice proche du PKK ne compte plus ses martyrs

Irak Après avoir combattu Daech, les Unités de défense subissent les frappes turques.

Reportage Christophe Lamfalussy et Johanna de Tessières (Photos)
Envoyés spéciaux à Sinjar

C'est rare, la neige sur la montagne de Sinjar. Profitant de ce moment inhabituel, les habitants montent la route qui sinue sur son versant nord et arrêtent leur voiture dans un lacet pour se faire une joyeuse bataille de boules de neige. Un peu plus loin, le contraste est saisissant: une courte route mène à un temple yézidi et au cimetière des martyrs, où des fleurs émergent des tombes couvertes d'une neige qui tombe dru.

C'est là que sont enterrés tous les héros des milices inspirées par le PKK: des "oncles" comme Zeki Sengali, ancien chef des Unités de résistance de Sinjar (YBS), des commandants réputés comme Saïd Hassan, mais aussi de simples combattants. Autant de noms qu'ignorent les Européens, mais qui sont honorés ici et dans la plaine comme martyrs – "shehid" en kurde. Leurs photos s'égrènent sur les poteaux électriques, aux carrefours et dans les maisons.

Certains ont été tués dans les combats qui les ont opposés à l'État islamique, mais d'autres l'ont été par des frappes ciblées des drones turcs.

C'est le cas de Saïd Hassan, dont la maison trône désormais au sommet de la montagne alors que la famille est originaire de la plaine. Un proverbe kurde ne dit-il pas que seules les montagnes sont nos amies? "*La montagne est l'endroit le plus sûr face à l'ennemi*", confirme l'épouse du martyr. "*C'est la seule place sur laquelle les Yézidis peuvent compter après tant de génocides.*"

> Autant de noms qu'ignorent les Européens, mais qui sont honorés ici et dans la plaine comme martyrs – "shehid" en kurde.

Saïd Hassan a été tué le 16 août 2021 dans la ville de Sinjar après une visite du Premier ministre irakien d'alors, Moustafa al-Kazimi. Le commandant yézidi n'a jamais vu le dirigeant irakien, mais en rentrant chez lui, une frappe aérienne a explosé son véhicule, tuant son neveu et blessant trois civils. L'impact est encore visible sur le macadam de la route du vieux marché de la ville, toujours sous les décombres de la guerre.

Face à l'offensive de Daech, Hassan avait coordonné les YBS avec les forces des Kurdes de Syrie pour créer le corridor qui allait sauver des milliers de Yézidis. En entente avec l'aviation américaine, il contrôlait la montagne avec ses fils et d'autres résistants. "*Il n'autorisait pas sa famille à fuir vers le Kurdistan et la Syrie*", souligne son épouse.

Invité par l'association Fraternité en Irak en 2015 à témoigner à Paris, il avait déclaré: "*Nous sommes un peuple fier qui croit en son Dieu. Nous préférions mourir dans ces montagnes plutôt que de nous convertir et de nous donner à Daech.*"

Après la victoire contre Daech, il s'était fait le promoteur de l'autodétermination des Yézidis dans un Irak confédéral. *"Il était l'un de ceux qui pouvaient diriger l'ensemble de l'Irak"*, dit son fils Dawood, 29 ans. "*Nous ne comprenons pas pourquoi l'Union européenne considère le Parti des travailleurs du Kurdistan comme une organisation terroriste alors qu'ils sont venus nous sauver et qu'ils nous ont appris à nous défendre. Ce serait bien que les Européens et les Américains changent leur interprétation car la Turquie a soutenu Daech.*"

"*Dix membres de l'organisation terroriste PKK ont été neutralisés à Sinjar, dans le nord de l'Irak, lors d'un raid aérien*", avait indiqué le ministère turc de la Défense après la mort de Saïd Hassan et d'autres frappes en 48 heures.

Un attentat non revendiqué

Autre famille d'un martyr, celle de Merwan Bedel, tué le 7 décembre 2021 dans un attentat qui a eu lieu en pleine ville dans le district de Khana Sor. Les passants ont cru dans un premier temps à une frappe aérienne, mais l'enquête a rapidement révélé qu'une bombe avait été placée sous le plancher de la voiture, à l'endroit exact de la place du conducteur. Bedel était le coprésident de l'administration autonome de Sinjar. Il n'avait que 33 ans.

"*Ses quatre enfants étaient dans la voiture*", raconte sa mère. "*Merwan a déposé ses garçons chez le coiffeur. Les deux filles sont restées sur la banquette arrière. La bombe a explosé. L'une en est sortie miraculeusement indemne. L'autre a été projetée à une dizaine de mètres de la voiture, inconsciente. Aujourd'hui encore, elle porte une ceinture pour soutenir son dos.*"

L'attentat n'a pu avoir lieu sans des complicités locales, des "tirsikçi", des collaborateurs de la Turquie, tant et si bien qu'une enquête se poursuit toujours, tout en étant popularisée par la télévision locale. Un suspect – un réfugié vivant dans un camp du Kurdistan irakien – a été identifié. L'administration autonome a décidé de laisser la famille choisir la punition qu'elle souhaite, dont la mort par pendaison.

Des "terroristes", selon la Turquie

En Turquie, ces frappes sont présentées comme des opérations de "*neutralisation*" de "*terroristes*" ordonnées généralement par le MIT, le service secret turc. Lors d'une rencontre avec son homologue irakien en 2020, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu avait assuré le gouvernement irakien du soutien total de la Turquie "*afin de débarrasser l'Irak de la présence du PKK sur son sol*". Pour Ankara, le PKK constitue une menace à la sécurité nationale, qu'il soit représenté en Turquie, en Syrie ou en Irak.

JOHANNA DE TESSIÈRES

La famille de Merwan Bedel à Khana Sor (Irak), tué dans un attentat.

JOHANNA DE TESSIÈRES

Le village de Kocho (Irak), en février 2023.

Le village de la Prix Nobel Nadia Murad est devenu un lieu de mémoire

Déserté, Kocho est le symbole du génocide subi en 2014 par les Yézidis.

Reportage Christophe Lamfalussy et Johanna de Tessières (Photos)
Envoyés spéciaux en Irak

Une grande plaine enveloppée par la brume et, au bout d'une route en terre, un village fantôme. Voilà à quoi ressemble aujourd'hui la localité de Kocho, dans le nord-ouest de l'Irak, symbole du génocide des Yézidis en 2014. Passé le contrôle de l'armée irakienne et de la milice chiite, la jeep traverse de grandes avenues désertées, bordées de maisons explosées. Pas un chat, sinon un soldat qui sort de sa cahute en courant, alerté par cette intrusion inhabituelle.

Ilias Saleh Kassim est notre guide. Un miraculé. Cet homme de 58 ans, assistant médical de métier, est le seul survivant d'une famille de sept frères. Le 15 août 2014, il a échappé à l'exécution méthodique perpétrée par Daech. Il nous conduit directement au nouveau cimetière, juste derrière l'école. Plus de cinq cents tombes ont été élevées sommairement avec des blocs de parpaing. Certaines sont décorées de fleurs en plastique. "*C'était une petite plaine où les gens se mariaient. Maintenant, c'est un cimetière*", dit-il sobrement. C'est là que sont enterrées les dépouilles des habitants, chaque fois qu'elles ont été identifiées à l'institut médico-légal de Bagdad.

> *"Les survivants de Kocho sont des enfants et des adolescents. Ils sont terrifiés par ce village."*
>
> **Cheikh yézidi Nayeef Jasso**

Kocho a acquis une renommée internationale puisque c'est là qu'est née Nadia Murad, Prix Nobel de la paix 2018, mais aussi parce qu'il symbolise la politique d'élimination de la minorité religieuse des Yézidis par des djihadistes se réclamant de l'islam fondamentaliste.

"Ils nous ont dit que nous ne risquions rien"

Désertée la veille par les quatre-vingts peshmergas kurdes qui avaient pour mission de la protéger, Kocho est tombée aux mains de Daech le 3 août 2014, non pas de façon brutale mais à force de mensonges et de tromperies. "*Abou Hamza était leur chef. Il était de Mossoul. Il est arrivé dans l'après-midi avec deux Arabes des villages sunnites des environs. Ils sont venus boire le thé chez le maire. Ils nous ont dit de rassembler les armes et que nous ne risquions rien.*"

La cérémonie du thé va se répéter pendant une semaine, tant et si bien que, le 15 août, les villageois croient Abou Hamza quand celui-ci affirme avoir reçu l'autorisation du haut commandement de Daech de les transporter vers la montagne de Sinjar d'où ils pourront fuir vers le Kurdistan. Il semble avoir renoncé à sa demande initiale: se convertir à l'islam ou mourir. Le maire de la ville a été très ferme sur ce point. "*Il leur a dit que nous vénérions (l'ange) Taous Malek, que nous étions nés yézidis et que nous allions mourir yézidis*", dit l'ex-habitant.

Hommes d'une part, femmes et enfants d'autre part sont séparés; portables, argent et bijoux sont confisqués. Les femmes sont parquées à l'école, tandis que les hommes sont amenés par petits groupes à l'extrémité du village. Ilias Saleh Kassim nous conduit jusque-là. C'était le champ de son cousin. *"Ils nous ont sortis des voitures en tirant à côté des pieds des retardataires*", continue le témoin. "*Ils nous ont allongés sur le sol et ils ont pris une photo. Puis ils ont crié 'Allahou Akhbar'. Un par un, ils ont tiré dans la tête, puis revenaient dans la file et tiraient encore si quelqu'un bougeait. Au troisième passage, ils tapaient dans les jambes.*"

Ilias, touché de deux balles au genou, a fait le mort. L'exécuteur a raté sa tête. Les djihadistes se sont éloignés car le champ de blé a pris feu et un drone survolait la scène. "*Ils ont pris peur. Quand ils sont partis, nous qui avions survécu – nous étions sept – avons marché vers la montagne, d'où le PKK nous a amenés à l'hôpital de Derik*" en Syrie.

Depuis la fin de la guerre, les restes des villageois ont été retrouvés dans seize fosses communes, tandis que plusieurs femmes, emmenées par Daech, manquent toujours à l'appel.

Un musée et un "nouveau Kocho"

Situé au sud de Sinjar, dans une région à majorité arabe, Kocho n'est plus que l'ombre d'elle-même mais est un témoignage important du génocide des Yézidis que douze pays ont reconnu, dont la Belgique. Un musée est aménagé progressivement dans l'école. À l'étage, des vitrines exposent les effets qui ont été trouvés dans les fosses communes – sandales, casquettes, chemises recouvertes de terre séchée, même un polo de Manchester United –, des vêtements légers portés par des hommes et femmes durant cet été 2014. Rares sont les visiteurs, quoique l'actrice Angelina Jolie et Nadia Murad s'y sont arrêtées le 2 février dernier.

Plus personne ne veut y habiter, souligne le cheikh yézidi Nayeef Jasso, l'autorité clanique de la région. "*Les survivants de Kocho sont des enfants et des adolescents*", dit-il. "*Ils sont terrifiés par ce village. Il est situé loin en territoire arabe. Nous sommes en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour construire un nouveau village. On l'appellera le nouveau Kocho. Je demande que le vieux Kocho soit protégé de tous les côtés et devienne un musée. Nous nous battrons pour survivre et rester ce que nous sommes.*"

Reportage en Irak

■ Suite et fin du reportage au sein de l'administration autonome de Sinjar, cible des frappes turques.

■ Avec une question : le PKK est-il un groupe terroriste ou un combattant armé ?

■ "La Libre" s'est aussi intéressée aux jeunes femmes qui s'enrôlent dans les unités de défense et à la formation idéologique et militaire qu'elles suivent (p. 18).

JOHANNA DE TESSIÈRES

Ces jeunes Yézidies de Sinjar (Irak) suivent une formation militaire sous le portrait d'Abdullah Öcalan, cofondateur du PKK et emprisonné sur l'île d'Imrali en Turquie depuis 1999.

Le PKK, groupe terroriste ou combattant armé ?

Éclairage Christophe Lamfalussy
et Johanna de Tessières (photos)

Le PKK, groupe terroriste ou guérilla ? La question est loin d'être anodine. La Turquie considère ce mouvement autonomiste kurde comme une organisation terroriste. Elle a réussi au début des années 2000 à convaincre les Européens d'inscrire le Parti des travailleurs du Kurdistan sur sa liste de groupes terroristes, les États-Unis l'ayant fait en 1997. Sur cette base, elle bloque l'adhésion à l'Otan de la Suède et de la Finlande qui refusent, selon elle, d'extrader des sympathisants du PKK.

Ankara ne fait pas de distinction entre tous les groupes hors Turquie qui se réclament du projet révolutionnaire d'Abdullah Öcalan et, depuis des décennies, lance des opérations militaires (invasion, frappes aériennes, commandos, assassinats ciblés) en Irak et en Syrie. La base de repli du PKK dans les montagnes de Qandil en Irak est la cible numéro un, mais plus récemment sont visées les administrations autonomes du Rojava (Syrie) et de Sinjar (Irak), qui s'inspirent du PKK.

Au grand dam d'Ankara, ni les Européens ni les Américains ne sont prêts à franchir ce pas. Les Kurdes syriens ont été les fidèles alliés de la coalition internationale contre Daech tandis que l'administration autoproclamée de Sinjar comprend surtout des Yézidis, victimes du génocide entrepris par Daech en 2014. Ces derniers vouent au PKK une reconnaissance éternelle pour en avoir sauvé des milliers en créant un corridor de secours à travers les monts Sinjar.

En Belgique, justice et gouvernement divergent

En Belgique, la situation se complique davantage. La Cour de cassation a jugé en 2019, dans un dossier judiciaire visant la station de télévision kurde ROJ-TV, que le groupe n'était pas terroriste, mais un groupe armé et qu'à ce titre, le droit international humanitaire s'appliquait à lui, et non le droit pénal. Le ministre des Affaires étrangères d'alors, Philippe Goffin, s'était empressé de déclarer que le gouvernement belge s'en tenait à la ligne officielle.

Le gouvernement turc ne relâche pas pour autant la pression. Lors de la visite à Ankara de la ministre Hadja Lahbib en décembre 2022, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu a réitéré ses critiques, reprochant à la Belgique d'abriter un groupe qui *"coordonne en Belgique ses activités terroristes illégales"*. Elle a répliqué que le PKK respectait les lois belges et avait le droit de manifester. *"Bien sûr, nous sommes ouverts à toute information complémentaire des services de sécurité turcs"*, a souligné Mme Lahbib selon l'agence Belga, qui réclame des preuves.

> Depuis des années, Bruxelles abrite le Congrès national du Kurdistan (KNK), qui est la façade politique du PKK.

Le PKK recrute et se finance en Europe

Qu'en est-il exactement ? Depuis des années, Bruxelles abrite le Congrès national du Kurdistan (KNK), qui est la façade politique du PKK. Certes plusieurs partis kurdes en font partie, notamment iraniens ou communistes, mais la plupart de ses membres sont issus du PKK. Le parti dispose également en Belgique d'un réseau de cadres – les "kadro" – qui se charge de récolter l'impôt révolutionnaire (le "kampanya") auprès des membres, de commerçants et de riches donataires. Le PKK récolte ainsi chaque année plusieurs millions d'euros en Europe.

Les dirigeants en exil du PKK disposent souvent du statut de réfugié et peuvent circuler librement dans la zone Schengen. Ils mettent sur pied des conférences au Parlement européen, avec le soutien des Verts et de l'extrême-gauche (GUE). Plusieurs dirigeants ont été assassinés en Europe. En janvier, Emine Kara, responsable du Mouvement des femmes kurdes en France, proche du PKK, a été l'une des trois victimes, à Paris, d'un homme aux motivations racistes. Elle devait participer à une réunion pour organiser le dixième anniversaire du triple assassinat des militantes du PKK Fidan Dogan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez par un nationaliste turc, dans la capitale française en 2013. Sakine Cansiz était l'une des fondatrices du PKK.

Un groupe "extrémiste" pour la Sûreté de l'État

Dans son rapport annuel 2020, la Sûreté de l'État considère les activités du PKK comme relevant de l'*"extrémisme exogène"* d'un groupe qui *"mène une insurrection armée contre l'État turc"* mais promeut en Europe *"la non-violence comme principe pour protéger son image et influencer la diaspora"*. L'Europe est une réserve de recrutement pour le groupe. S'il séduit des militants de l'extrême-gauche, il cherche surtout à recruter dans la diaspora. Les jeunes reçoivent une instruction idéologique en Europe. Après une phase d'isolement dans des familles kurdes proches du PKK, ils sont souvent amenés en Irak avec un cadre du parti. Certains en reviennent horrifiés par les conditions de vie (frappes de l'armée turque, froid dans la montagne) et sont considérés comme des traîtres.

Tout cela ne fait pas du PKK un groupe terroriste, sur le sol belge en tout cas. Cependant, la Turquie, membre de l'Otan, réclame la solidarité de ses alliés. Elle s'appuie notamment sur un attentat commis par deux femmes le 25 septembre 2022 contre un poste de police à Mersin (Turquie), qui tua les deux assaillantes et un officier de police. L'attentat a été revendiqué par le HPG, l'aile militaire du PKK, pour dénoncer la répression que subissent les Kurdes dans l'est du pays. Ankara a souligné que l'une des assaillantes venait du Kurdistan turc et l'autre du Kurdistan syrien, ce qui confirme pour la Turquie que les milices syriennes sont imbriquées dans le PKK.

En Turquie, les derniers attentats kurdes ayant tué des civils datent de 2016. Perpétrés à Istanbul et à Ankara, ils avaient fait des dizaines de morts. Mais ils avaient été revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe dissident du PKK. Ce dernier s'attaque principalement à des représentants de l'État turc (soldats, policiers, agents des douanes, ouvriers du ministère de l'agriculture), sans oublier les "Gardiens de village", des paysans kurdes travaillant pour l'armée turque. À noter que l'attentat du quartier Istiklal à Istanbul, qui a fait six morts et 81 blessés le 13 novembre 2022, n'a jamais été revendiqué. Les autorités turques l'ont rapidement attribué aux séparatistes kurdes, turcs et syriens, qui ont démenti toute responsabilité.

Désaccord entre Washington et Ankara

Selon le dernier rapport du Département d'État américain sur le terrorisme en Turquie, le groupe compte de 4 000 à 5 000 membres. Le rapport note un *"point de friction significatif"* entre Washington et Ankara sur la qualification des groupes qui s'inspirent du PKK en Syrie et en Irak, à travers les administrations autonomes du Rojava et de Sinjar. Et les diplomates américains renvoient la balle à leurs homologues turcs en soulignant que la Turquie ne considère pas le Hamas islamiste et palestinien comme une organisation terroriste. *"Le groupe maintient ses bureaux à Istanbul et le dirigeant politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a rencontré le président turc Erdogan"*, déplore le rapport.

Abdullah Öcalan est partout

Dans la région autonome du nord-ouest de l'Irak, impossible d'échapper à l'image d'Abdullah Öcalan, le cofondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle est partout, dans les maisons et les bâtiments publics.

Abdullah Öcalan est détenu à l'isolement complet par la Turquie depuis 1999, mais reste vénéré comme une icône par ses sympathisants, au point qu'on peut se demander ce qui se passera – notamment en Belgique où la communauté kurde est importante – quand Ankara devra annoncer son décès. Il a 73 ans aujourd'hui.

Depuis sa prison, Öcalan prône désormais le confédéralisme démocratique, aussi appelé communalisme, principe selon lequel les décisions doivent émaner de la base et de la société civile. Öcalan s'inscrit dans une perspective internationaliste, rejette l'État-nation et estime que les Kurdes (qui sont dispersés principalement dans quatre pays : Turquie, Iran, Irak et Syrie) doivent se prendre en charge de façon autonome, mais sans exiger le changement des frontières. Paradoxalement, cette organisation de la société s'est implantée plus facilement en Syrie et en Irak où deux régions autonomes ont été fondées en raison du vide politique créé par la guerre.

Le chef du PKK repose sa théorie sur quatre piliers : l'écologie, le féminisme, le socialisme et la démocratie directe. Certains experts reprochent à son mouvement un culte de la personnalité et un fonctionnement collectif à l'extrême, avec des séances d'autocritique et autres confessions.

Ch. Ly.

Fonds pour le journalisme

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme

IMAGE Dans les rues de Sinjar, des élèves soldats patrouillent. Elles gardent une touche de féminité.

JOHANNA DE TESSIÈRES

Dès la sortie de l'adolescence, les jeunes femmes kurdes yézidies suivent, dans l'administration autonome inspirée par le PKK, un entraînement idéologique et militaire. Dans l'académie de Sinjar, la formation comprend des cours sur l'histoire du mouvement féminin, la pensée d'Öcalan, le cofondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des vidéos de guerre et des "*confessions de traîtres*", nous explique Ruka, 20 ans. Les cycles se déroulent par segments de dix jours vécus à l'académie, entrecoupés par quatre jours de break *"pour rentrer à la maison"*.
Les jeunes femmes suivent aussi un entraînement militaire de dix jours (voir photo) où elles apprennent à tirer avec plusieurs types d'armes. Les séances de tirs ont lieu en dehors de la ville de Sinjar.
Lors de l'attaque par l'État islamique de 2014, Ruka n'a pas perdu des membres de sa famille mais, dit-elle, "*j'ai vu des voisins être tués par les balles de Daech alors que nous fuyions. J'ai vu des femmes accoucher dans la montagne sans aucun soutien. Ce fut un moment terrible pour moi*". Zina, 17 ans, a été témoin de l'assassinat de sa grand-mère. Quand on lui demande si c'est pour cela qu'elle suit un entraînement militaire, elle ne répond pas, mais une larme coule sur sa joue.

Ch. Ly.

"Hol Hola", le cri de guerre des femmes soldats

Reportage Christophe Lamfalussy et Johanna de Tessières (Photos)
Envoyés spéciaux à Sinjar

Hol Hola!"*,"Nous ne céderons rien!*" C'est par ce cri que les combattantes des Unités des femmes de Sinjar (YJS) sont parties à l'assaut de Daech lors de la libération de la ville de Raqqa en 2017.

Gianda, 25 ans aujourd'hui, et Hêza, 27 ans, se trouvaient en première ligne avec les forces des Kurdes de Syrie. Elles avaient un compte à régler avec les djihadistes. La première, pourchassée par l'État islamique, a survécu pendant dix jours sur les monts Sinjar sans eau ni nourriture. La seconde a été captive pendant un an de l'organisation terroriste. Elles résument à elles deux le génocide yézidi.

"Comme une revanche. Nous avons lancé un assaut brutal. Nous y sommes allées avec passion. Daech était sidéré", raconte Gianda, qui semble toute frêle dans sa veste noire, assise les jambes croisées, le dos contre le mur du salon.

Un choc de culture

L'image de ces combattantes sans peur a frappé l'imaginaire des Occidentaux, suscité de nombreux reportages, bandes dessinées et documentaires. Elle a été mise en avant par les groupes affiliés au PKK car elle montrait bien le choc entre une culture patriarcale dominante dans le monde arabe et l'idéal révolutionnaire d'Abdullah Öcalan, l'ex-marxiste converti aux idées de démocratie directe du militant et philosophe américain Murray Bookchin.

Les premières unités féminines ont été créées en 1995 par le PKK en Turquie, puis ont fleuri dans les rangs des Kurdes syriens, notamment lors de la bataille de Kobané en 2014, avant de séduire des jeunes femmes yézidies dans le nord de l'Irak. *"Dans chaque société, il faut une force de protection. En 2014, nous n'en avions pas. Les peshmergas et l'armée irakienne s'étaient retirés face à l'offensive de l'État islamique. Nous avons subi un génocide. Des enfants ont été tués. C'est pourquoi nous avons rejoint les YJS"*, explique Hêza.

Les motivations de ces femmes sont diverses. Certaines s'enrôlent par conviction idéologique. D'autres, au désespoir de leurs parents, ont rejoint les rangs du PKK pour échapper à leurs familles traditionnelles. Gianda et Hêza l'ont clairement fait pour défendre leur communauté. *"J'ai vu une société en feu et il n'y avait aucun moyen de l'éteindre"*, continue Gianda.

Leur engagement est total. Lors du génocide en 2014, Gianda suivait les cours de l'enseignement secondaire. Aujourd'hui, son diplôme est militaire. Elle est en guerre contre l'État turc, qui les frappe du ciel, et contre Daech, dont les cellules clandestines sont encore actives.

Les combattantes mènent une vie ascétique et vivent entre elles, en communauté, ou dans les grottes creusées dans la montagne. Les cadres – les "kadro" en kurde – se dévouent totalement à la cause et renoncent à toute vie affective et familiale. Les autres peuvent s'enrôler temporairement dans les unités de défense ou jouer un rôle social et politique avant de fonder une famille. Aucune ne peut atteindre une position militaire avant l'âge de 19 ans.

Hommes et femmes suivent le même parcours d'entraînement aux armes légères et lourdes. Ils effectuent les mêmes contrôles aux check-points. Ce qui les distingue dans les combats? "*Individuellement, nous sommes différentes*", poursuit Gianda. *"Les femmes font ce qu'elles disent. Elles ne trahissent jamais."*

Bien que des attaques suicides aient été commises par des militantes du PKK en Turquie contre les militaires ou les policiers, les branches syrienne et irakienne affirment n'autoriser le sacrifice que lorsque la combattante n'a plus aucune autre issue. Ce fut le cas d'Arin Mirkan qui se fit exploser au milieu des djihadistes en 2014 lors de la bataille de Kobané, alors qu'elle était à court de munitions. Ou, toujours en Syrie, celui de Barin Kobané qui se fit exploser avec sa grenade alors qu'elle était cernée par les groupes djihadistes soutenus par la Turquie lors de l'offensive d'Afrine en 2018.

"Le suicide n'est jamais autorisé", insiste Gianda. *"Sauf si nous n'avons plus de munitions. On peut garder une grenade et la faire exploser quand l'ennemi arrive."*

JOHANNA DE TESSIÈRES

Gianda (à gauche) et une autre combattante des Unités des femmes de Sinjar (YJS), Hêza, lors d'une tempête de neige dans le cimetière des martyrs des monts Sinjar.